MESSAGE aux administrateurs de METEO-FRANCE

Conseil d'Administration - St-Mandé le 27 novembre 2015

Mesdames et messieurs,

Au nom de l'intersyndicale, je vous remercie de m'accorder quelques minutes d'attention en tant que porte-parole du personnel de Météo-France. Depuis début novembre, les représentants des organisations syndicales boycottent les instances de concertation de l'Etablissement, à l'exception des CAP. Aujourd'hui, pour la première fois depuis 1995, aucun administrateur salarié ne siègera à ce Conseil d'Administration.

Nos syndicats Météo sont pourtant loin d'être des adeptes de la politique de la chaise vide. Notre mouvement relaye un appel au secours des personnels ! Alors que s'ouvre à Paris la COP21, que la sensibilité de la société à l'évolution du climat et aux phénomènes météorologiques dangereux est de plus en plus marquée, notre analyse est unanime : malgré ses remarquables contributions sur ces sujets, Météo-France est en très grand danger au vu de la trajectoire budgétaire imposée.

Aujourd'hui, l'organisation de Météo-France est sérieusement ébranlée par des baisses d'effectifs qui s'aggravent depuis l'adoption du dernier plan stratégique et la réorganisation territoriale. Un seul chiffre sur la trajectoire de l'établissement ces 3 dernières années : quand 5 collègues ont quitté Météo-France, l'établissement n'a recruté qu'1 élève fonctionnaire. Les effectifs qui dépassaient 3700 en 2004 seront à 3000 en 2016. M. Lacave, lors de ses récentes auditions au Sénat et à l'Assemblée Nationale, a lui-même attiré l'attention sur les baisses d'effectifs qui mettent en péril le fonctionnement des services.

Pour accompagner le déclin, notre Direction nous propose des chantiers stratégiques en préparation du futur contrat d'objectifs. Mais les premiers éléments de cette réflexion ne sont guère rassurants. Car dès maintenant, le manque de moyens se traduit par de nombreux exemples :

1. Pourtant au cœur des enjeux liés au changement climatique, l'établissement s'apprête à diviser par 4 la densité du Réseau Climatique d'Etat, ce réseau d'observation qui nous a permis de connaître finement les évolutions du climat au XXeme siècle. Ce n'est qu'un résultat du manque de moyens et de personnel de proximité.
2. Concernant nos activités aéronautiques, la baisse de moyens entraîne de gros dysfonctionnement dans les équipes, une centralisation préoccupante de tâches, réalisées à plusieurs centaines de km de la plateforme aéroportuaire. L'arrêt du recrutement des techniciens exploitation aggrave cette situation.
3. Nos activités de recherche, un peu épargnées jusqu'alors, sont désormais dans le collimateur des suppressions d'emplois et de la restructuration permanente.
4. Les services administratifs sont eux-aussi fortement impactés, et le travail des équipes techniques s'en ressent directement.
5. S'agissant des "données publiques", les personnels sont choqués que coûts induits de mise à disposition et manque à gagner ne soient pas pris en compte dans la subvention pour charges de service public. Le paradoxe entre la pression pour la gratuité de ces données et l'incitation à augmenter nos recettes commerciales ne pourra pas s'éterniser.
6. Du coté des prévisions météorologiques, malgré les progrès notables de précision et d'échéance en terme de prévision numérique, l'expertise humaine demeure incontournable. Au niveau des territoires, notre présence de terrain doit être maintenue, avec un rôle accru de conseil aux interlocuteurs locaux.

Mesdames et messieurs les administrateurs, de nombreuses difficultés sont d'ores et déjà notre quotidien, fait de réorganisations et de bricolage permanents pour pallier les départs de collègues qui s'accélèrent… La démotivation et le mal-être sont très profonds au sein du personnel. Vous savez sans doute que selon l'Organisation Météorologique Mondiale, « chaque euro consacré à la préparation aux aléas météorologiques, climatiques et hydrologiques permet d'en économiser sept ». Est-il si difficile au ministère de l'économie de comprendre que Météo-France est un bénéfice pour toute l'économie française ? Nous émettons devant cette instance le souhait qu'une étude sur le sujet de l'apport économique des services météorologiques et climatiques soit financée, car ça n'a jamais été fait en France contrairement aux recommandations de l'Organisation Mondiale.

La richesse principale de Météo-France, ce sont les femmes et les hommes qui y travaillent. Comment ne pas perdre cette richesse ? Quand on sait que près de la moitié du personnel part en retraite dans les 10 prochaines années, à qui nos collègues vont ils pouvoir transmettre leur savoir-faire ? En septembre dernier, notre démarche auprès du cabinet du Ministère de l'Ecologie avait permis d'insister fortement sur ce défi atypique de ressources humaines. 2 mois après, la réponse de la Ministre n'apporte aucune piste concrète à ce sujet.

L'intersyndicale de Météo-France demande instamment à être reçue par Madame la Ministre. Nous préciserons de nouveau que sans une réelle anticipation de ce défi de recrutement, nous pensons que les risques pour l'établissement ne sont plus seulement l'actuel déclin, mais au-delà, son démantèlement.

Mesdames et messieurs, nous tenions à vous exposer les raisons de notre boycott des instances de concertation. L'excellence reconnue de l'« école française de la météorologie » est en très grand danger face à ces restrictions budgétaires aveugles. Météo-France est de plus desservie par sa notoriété qui lui vaut d'être l'exemple constant des opérateurs de l'Etat soit disant cause des déficits publics.

Ce cri d'alarme cherche donc à provoquer une vraie négociation sur les effectifs et les moyens, en mettant autour de la table personnel et Ministères de tutelles de l'Ecologie et du Budget.

Merci encore de votre attention, nous espérons votre soutien.